



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 25 FEVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq du mois de février à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 19 février 2021, s'est réuni exceptionnellement dans la salle des fêtes André Hoyaux, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCRUYSE, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents :</u>	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PAUL Christine, PESSÉ Sandrine, THIEFFRY Martine Messieurs BONNEL Amaury, DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCRUYSE Olivier
	<u>Absent excusé :</u>	Monsieur LEMAIRE Aurélien
	<u>Absents :</u>	Messieurs MARCHAND Laurent, VERDONCK Sébastien
		Monsieur DELEVOYE Didier est nommé secrétaire de séance
En exercice :	19	
Présents :	16	
Votants :	16	

N° : D 15-2021

ADHESION AU SYSTEME NATIONAL D'ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE DE LOGEMENT
LOCATIF SOCIAL (SNE)

La loi L. 441-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, issue de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions a créé une obligation d'enregistrement, au niveau départemental, de toute demande de logement locatif social.

Les demandeurs ont ainsi la garantie du suivi de leur demande. Ils disposent de l'assurance que leur demande est effectivement prise en compte et, en cas d'attente anormalement longue mesurée par le système d'enregistrement, cette même demande pourra bénéficier d'un examen prioritaire par la Commission Départementale de Médiation.

Le système d'enregistrement des demandes de logement locatif social a fait l'objet d'une réforme importante par la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. Un nouveau dispositif informatique d'enregistrement des demandes est mis en place. Cette réforme a pour objectifs de simplifier les démarches du demandeur de logement, d'améliorer la transparence du processus d'attribution et de mieux connaître quantitativement et qualitativement les caractéristiques de la demande locative sociale.

Le fait d'adhérer au SNE de la demande locative sociale permet à la collectivité

- D'avoir accès aux données nominatives relatives aux demandes de logement social locatif quel que soit le lieu d'enregistrement (accès aux demandes ayant identifié la commune)
- De proposer à ses administrés un service public de proximité complet, de l'enregistrement à la proposition de logement.

Le conseil municipal,

Considérant que ce service de proximité visant à faciliter l'accès au logement est de nature à satisfaire les partenaires et les demandeurs ;

- DECIDE d'utiliser le Système National d'Enregistrement des demandes de logement locatif social, dit SNE
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention concernant les conditions et les modalités de mise en œuvre du SNE

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 5 mars 2021

Le Maire,

Olivier VERCROY

